## D:\Users\isl\Documents\ACF_FORMATION_SIEGE\Prepa-Plan\Fr_Col_RGB_(2).pngPourquoi le Mécanisme de Financement Mondial (GFF) Doit prioriser la nutrition en côte d’ivoire



Pourquoi le GFF fait de la nutrition sa priorité?

* Le GFF cherche à contribuer aux efforts [en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente **et de la nutrition** d’ici à 2030](https://www.globalfinancingfacility.org/fr) (SRMNEA).
* Le GFF a déclaré soutenir la nutrition [« en tant qu’élément décisif pour le développement sain des femmes et des enfants, ainsi que pour leur bien-être. Etant donné son fort potentiel d’impact, le GFF a fait de la nutrition une priorité d’investissement »](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_Nutrition_FR_Final_Web.pdf), notamment en raison du fait que :
  + La malnutrition est une case sous-jacente d’environ 45% des décès d’enfants, contribue à 20% des décès maternels, et nuit au développement physique et cognitif des enfants, ayant ainsi un impact sur le développement économique.
  + Les financements pour les programmes de nutrition demeurent inadéquats, alors même que, selon les estimations de la Banque Mondiale, un investissement annuel supplémentaire de 2,3 milliards d’US$ pour un ensemble limité d’interventions nutritionnelles prioritaires permettrait à la fois de sauver 2,3 millions de vies et de réduire, à raison de 50 millions, le nombre d’enfants accusant un retard de croissance et cela, dès 2025.
* **En général, les financements octroyés à la nutrition par le Fonds fiduciaire du GFF représentent un soutien financier considérable pour mettre en œuvre les programmes nutritionnels au niveau national.**

Pourquoi la Côte d’Ivoire doit prioriser la nutrition dans son dossier d’investissement ?

Le contexte en Côte d’Ivoire. En dépit des progrès récents, la malnutrition reste élevée en Côte d’Ivoire, avec 29,6% d’enfants de moins de 5 ans victimes de retard de croissance et 7,6% souffrant de malnutrition aigüe.

[Tous les dossiers d’investissement nationaux du GFF dans d’autres pays plaident aujourd’hui pour un financement accru à la nutrition](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_Nutrition_FR_Final_Web.pdf). Les discussions en cours autour du dossier d’investissement sont l’occasion pour la Côte d’Ivoire de rappeler son **engagement exemplaire en matière de lutte contre la malnutrition.**

La Côte d’Ivoire a déjà largement démontré la priorité accordée à la question de la nutrition, notamment avec l’adoption le 11 mai 2016 du Plan National Multisectoriel Nutrition (PNMN), lequel, en s’alignant sur le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, a défini les actions clés à mettre en œuvre par les différents secteurs sensibles et spécifiques pour améliorer la nutrition en Côte d’Ivoire pour la période de 2016-2020. Le pays a déjà pris plusieurs engagements programmatiques notamment de réduire le taux de malnutrition aigüe au niveau national de 7,1% à moins de 5% en 2020 en ciblant les zones de haute prévalence et de réduire le retard de croissance de 29,8% à 20% en 2020.

Le coût global de ce PNMN s’élève à 266,6 milliards de Fcfa. Il sera financé à hauteur de 40 milliards de Fcfa (soit 15%) par le budget de l’État pour augmenter les investissements dans la nutrition. Les Partenaires Techniques et Financiers viendront financer 85% du plan, soit environ 227 milliards de francs CFA. Le GFF peut faire partie de ces partenaires.

* L’engagement concret de la Côte d’Ivoire à prioriser et financer les interventions spécifiques nutritionnelles en matière de santé et à augmenter la couverture des soins de santé de 55% à 90% de la population d’ici à 2020 a déjà démontré aux bailleurs de fonds la volonté politique du gouvernement. C’est aujourd’hui l’occasion d’attirer des nouveaux financements des bailleurs de fonds pour la nutrition qui s’aligneront aux priorités définis dans le dossier d’investissement du GFF. **Cela permettra d’attirer les investisseurs pour couvrir une partie des dépenses liées au Plan National Multisectoriel de Nutrition.**
* Compte tenu de l’impact de la malnutrition sur différents secteurs, les efforts en matière de nutrition **viendront également renforcer les efforts du gouvernement en matière d’éducation, de santé et de lutte contre la pauvreté ; secteurs prioritaires pour les partenaires techniques et financiers.**

La Société Civile : un allié pour prioriser la nutrition

* Pour atteindre ces objectifs en matière de SRMNEA et de nutrition, le GFF a rappelé la nécessité d’adopter une approche globale et holistique, en s’appuyant sur les points forts de tous les acteurs intéressés. La société Civile est un de ses acteurs.
* En approuvant la stratégie d’engagement de la société civile, le groupe des Investisseurs du GFF a notamment insisté [sur la nécessité de s’appuyer sur l’expertise et l’expérience des Organisations de la Société Civile tant aux niveaux local, régional, national et international.](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_CSO_FR.pdf) Au Nigeria, au Cameroun, en Ouganda et ailleurs : les exemples ne manquent prouvant le soutien nécessaire de la Société Civile à l’élaboration des Dossiers d’Investissement.
* La Côte d’Ivoire est déjà très avancée sur la question puisqu’elle adopte déjà par l’intermédiaire de son Conseil National de Nutrition (CNN) coordonné par la Premier Ministre, une approche **inclusive** en matière de nutrition (avec l’ensemble des acteurs), **multisectorielle** (avec l’ensemble des secteurs) et **cohérente** (le PNMN 2016-2020 est intégré au PND 2016-2020 et au Programme d’investissement public).
* **L’Alliance de la Société Civile pour le SUN en Côte d'Ivoire (ASCSUN-CI) est très engagée en faveur de l’amélioration de l’état nutritionnel des populations en Côte d’Ivoire.** Reconnue comme telle par le gouvernement, elle participe activement à la coordination entre acteurs sur la nutrition et notamment à l’aide de ses points focaux au sein du CNN. De nombreux acteurs sont formés en matière d’analyse budgétaire et de suivi des politiques publiques. La société civile a déjà mené plusieurs analyses en matière de nutrition qui viennent soutenir les efforts du gouvernement en matière de nutrition et pourront aider à la définition d’engagements spécifiques pour le Dossier d’Investissement.

L’ASCSUN-CI est donc un allié **pour le gouvernement Ivoirien en matière de lutte contre la malnutrition,** tout en représentant également une caution en matière de redevabilité, d’inclusion et de transparence. Il a un rôle à jouer dans la plateforme nationale Multipartite **responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la Stratégie de Financement de la Santé et du Dossier d’Investissement. Il peut** aider à la définition des interventions prioritaires en matière de nutrition tout en faisant le lien avec les besoins des communautés les plus touchées au niveau local**. L’assistance technique que pourra fournir l’Alliance pour la Société Civile du SUN permettra de s’assurer que le Dossier d‘Investissement soit alignée avec le Plan National Multisectoriel de Nutrition et le Plan national de développement.**